

Chères collègues, chers collègues,

Le CNRS et l'Université devraient être des lieux privilégiés où se forge un savoir toujours neuf et toujours renouvelé, des lieux propices à l'innovation, quel que soit le champ disciplinaire envisagé. La recherche devrait y être encouragée et soutenue, sans aucune espèce d'entrave bureaucratique qui viendrait dénaturer ses objectifs scientifiques. Les plus hautes exigences intellectuelles en effet dépérissent sans cette entière liberté académique, qui n'est jamais que la liberté de l'esprit.

Pour être pleinement efficaces, et pour éviter toute sclérose insidieuse, les équipes de recherche devraient bénéficier d'une plus grande souplesse institutionnelle, tant du point de vue administratif que sur le plan scientifique, et en articulation avec les objectifs pédagogiques propres aux chercheurs et aux enseignants chercheurs qui composent les unités de recherche bénéficiant d'une double tutelle.

Notre association *Qualité pour la Science Française* accorde une priorité à ces objectifs, qui ne relèvent pas de la simple pétition de principe ou de la simple incantation consensuelle. Il faut savoir rappeler en effet, à temps et à contretemps, que les objectifs scientifiques des établissements doivent être prioritaires par rapport à la gestion administrative et financière. Cela suppose une vraie concertation entre les différents acteurs et partenaires.

Nul chercheur, nulle équipe ne sont jamais dispensés d'œuvrer sans relâche pour que le système d'enseignement supérieur devienne plus efficace, plus attractif et plus juste. Il ne suffit pas de prononcer ces mots, ni d'être convaincu par ces idées ; il importe de se battre au jour le jour pour atteindre de pareils objectifs. Il est absolument nécessaire, dans cette perspective, de stimuler et de promouvoir les échanges scientifiques entre l'Université et le CNRS. Cette osmose ne peut être que profitable à tous, parce que tous bénéficieront de cette circularité du savoir et des compétences. Sans doute, à ce propos, faut-il collectivement plaider pour une refonte législative du statut des universitaires, assez maladroitement défini par le décret de 1984. Sans doute faudrait-il aussi encourager davantage encore la mobilité nationale des enseignants-chercheurs, par le biais des délégations de recherche, soutenir les collaborations internationales (y compris par le biais de la mobilité financée) afin de consolider la qualité scientifique des équipes et de leur assurer un plus grand rayonnement international.

En me présentant à vos suffrages je m'engage en mon âme et conscience à défendre toutes ces exigences et toutes ces valeurs. En tant que professeur de Littérature française (XVIIe siècle), je voudrais ajouter quelques mots sur l'absolue nécessité, dans le monde universitaire, d'une défense des *Lettres*, qui ont été et sont encore parfois victimes d'une condescendance un peu niaise ou naïve, la condescendance des demi-habiles. De ce point de vue on ne peut que se féliciter de la création de la section 38 au sein du CNRS ; elle constitue un signe très positif et encourageant. Je m'engage à défendre cette nouvelle configuration stratégique qui ne peut que favoriser le dynamisme de la recherche.

L'humanisme ne représente pas un combat d'arrière-garde ; il est au contraire d'une brûlante actualité. Il ne nous impose rien, se plie à la diversité culturelle et développe l'esprit d'une *recherche* authentique. Comme son nom l'indique il nous rend plus *humains*, en nous invitant à toujours mieux penser. e